



«LE FÉMINISME À LA FRANÇAISE EST À CÔTÉ DE SES POMPES. C'EST UNE GÉNÉRATION QUI NE PRODUIT PLUS», SAÏDA KADA, FONDATRICE DE L'ASSOCIATION FFME (FEMMES FRANÇAISES MUSULMANES ENGAGÉES).

© KEYSTONE / EPA / YOAN VALAT / PARIS, 26 JANVIER 2010

Féministe et voilée?

Expression fourre-tout qui recouvre des réalités différentes d'un pays à l'autre, «le monde musulman» compte de nombreuses avocates de la cause des femmes. Mais toutes ne défendent pas le même féminisme.

Longtemps, le philosophe français Charles Fourier en eut la paternité. En fait, le mot «féminisme» aurait été utilisé pour la première fois par un de ses illustres compatriotes, Alexandre Dumas fils, dans sa brochure *L'Homme-femme* en 1872. «Les féministes, passez-moi ce néologisme, disent, à très bonne intention d'ailleurs: tout le mal vient de ce qu'on ne veut pas reconnaître que la femme est l'égal de l'homme et qu'il faut lui donner la même éducation et les mêmes droits qu'à l'homme...» Plus de deux siècles plus tard, le propos est d'une stupéfiante actualité.

L'inégalité devant le travail — il y en a bien d'autres — vient rappeler de façon criante que le féminisme a de beaux jours devant lui. Les féminismes, devrait-on dire, tant les défendresses de la cause sont diverses. Elles le sont non seulement en Europe mais aussi dans les pays ayant l'islam pour référent culturel, juridique. La religion est ce qui les éloigne le plus. Le Coran serait-il alors un obstacle à l'émancipation des femmes? Non, répond Zahra Ali, doctorante en sociologie qui brandit fièrement son féminisme islamique¹ et non islamiste.

AUTOUR DU CORAN

Par ces mots, l'auteure entend un «mouvement transnational, s'inscrivant dans la continuité de la pensée réformatrice musulmane qui a émergé à la fin du XIXe siècle, qui appelle à un retour aux sources de l'islam (Coran et Sunna) — afin de le débarrasser des lectures et interprétations sexistes qui trahissent l'essence libératrice du message de la Révélation coranique — et à l'utilisation de l'outil juridique de l'*ijtihad* qui permet d'appréhender l'islam avec l'évolution du contexte. Les féministes musulmanes considèrent que l'islam originel ne fait pas la promotion d'un quelconque patriarcat mais au contraire promet l'égalité des sexes.»

Ce livre rassemble des contributions d'une demi-douzaine de femmes pour lesquelles Coran et féminisme font assurément bon ménage. C'est le cas de Margot Badran, chercheuse au

Centre pour la compréhension entre musulmans et chrétiens de l'Université de Georgetown à Washington. Selon elle, le livre saint de l'islam ne porterait pas en soi les germes de l'inégalité entre sexes. Pour étayer sa thèse, elle met en avant le verset 71 de la sourate at-Tawba (Le repentir) du Coran qui affirme: «Les croyants, hommes et femmes, sont protecteurs l'un de l'autre.»

Autre mot-clef du texte sacré sur lequel se penchent les auteures de ce livre: la *sharia*, la loi islamique, dont l'application varie d'un pays musulman à l'autre. Pour Asma Lambert, elle ne pose aucun problème en soi. Selon elle il faudrait plutôt critiquer le *fiqh*, le processus de jurisprudence dont découlent les lois islamiques. Celui-ci «décrie les femmes comme des 'objets sexuels' et non comme des 'êtres sociaux'. Alors que le Coran parle de droits pour les femmes, le *fiqh* parle presque essentiellement de devoirs et d'obligations pour les femmes et de droits du mari érigé en maître absolu auquel l'épouse doit une obéissance aveugle.»

À en croire les contributrices de cet essai, les «sœurs» — pendant féminin des «frères» de la religion musulmane — devraient cesser de sacraliser les réflexions masculines. En tout cas, d'après elles, c'est uniquement dans le cadre de la religion qu'il pourra y avoir émancipation. Autrement dit, pas question d'épouser le combat féministe occidental, surtout pas hexagonal car, comme l'écrit Saïda Kada, fondatrice de l'association FFME (Femmes françaises musulmanes engagées): «Le féminisme à la française est à côté de ses pompes, c'est une génération qui ne produit plus. C'est un féminisme bourgeois qui ne gère que des questions bourgeoises et qui laisse sur le bord de la route toute une catégorie de femmes. Il y a d'un côté les femmes, de l'autre les hommes, et il y a une espèce de troisième sexe que seraient les femmes des banlieues.»

Dans un essai publié de façon concomitante et consacré à cette même question du féminisme², la journaliste et écrivaine tuni-

sienne Fawzia Zouari n'est pas forcément plus tendre avec les modèles occidentaux. Mais elle exclut la possibilité que l'émancipation des femmes puisse passer par la religion. Son livre a été écrit en 1995, au lendemain d'une conférence organisée à Pékin sur ce thème.

À l'époque, elle renonça à le publier pour des raisons qu'elle explique en introduction: «Je craignais (...) que ma démarche soit mal comprise ou soit assimilée à une prise de position dépassée, sectaire, voire anti-féministe. A quoi bon aller contre, d'un côté, des militantes occidentales convaincues de détenir le modèle idéal de l'émancipation féminine malgré les nombreux 'retours de bâton', et de l'autre, des musulmanes persuadées que le sort des femmes est à placer sous la bannière du prophète et la loi de Dieu.»

DU CODE CIVIL SUISSE AU CODE TURC

Contrairement au livre de Zahra Ali, celui de Fawzia Zouari accorde une place importante à l'histoire du féminisme méditerranéen depuis les premiers défilés de femmes dans les rues du Caire en 1919. On voit bien comment, ensuite, dans le processus de décolonisation qui s'enclenche, les femmes vont afficher leur solidarité avec les mouvements nationalistes, tout en reprenant les slogans féministes occidentaux. «Gagnées par la fièvre revendicatrice, emportées par les secousses d'un féminisme mondial qui défie les différences de cultures et d'origines et échappe encore à la problématique identitaire, les Orientales alignent volontiers leurs doléances sur celles des Occidentales. En 1926, le code civil turc s'inspire, mot pour mot, du code... suisse.»

Le combat féministe va pourtant être progressivement mal vu par les figures de proue de l'anti-colonialisme qui le considèrent comme trop occidentalisé. Pour véridique qu'elle soit, cette critique est étonnante quand on sait combien l'émancipation sous toutes ses formes est une valeur prônée par différentes associations de femmes.

Fawzia Zouari s'inscrit, elle, dans une position médiane entre certains excès féministes et une vision exclusivement religieuse du droit des femmes. «Il ne saurait y avoir de formule féministe unique et applicable à toutes les traditions et sur toutes les latitudes. Comme il ne peut y avoir de féminisme de repli qui ne soit une forme de suicide. Pour contrer la modernisation-mondialisation du Nord, tout autant que l'islamisme qui menace le Sud de la Méditerranée, il faut savoir conjuguer les spécificités et concilier les différences. Et d'abord, admettre la fin du féminisme pur et dur des années soixante sans que cela ne soit interprété comme une concession aux conservateurs et intégristes de tous bords, ni une manière insidieuse de faire l'apologie des harems, encore moins d'appeler à un retour au passé. Mais c'est à ce prix seulement, même si en coûte aux militantes et pionnières du mouvement de le reconnaître, qu'on peut amorcer le premier pas d'un nouveau dialogue dont l'essentiel consiste désormais à réfléchir ensemble à la formule d'un féminisme ouvert et authentique: un féminisme méditerranéen.»

Pour opposées qu'elles soient, Fawzia Zouari et Zahra Ali ont le mérite d'ouvrir un débat. Leurs positions peuvent paraître inconciliables. Elles se retrouvent toutefois sur un point: l'islam peut évoluer comme cela a déjà été le cas dans l'histoire. «Retrouvons les hommages que cette religion a su rendre aux femmes au lieu de mettre en exergue ses dénis, ses efforts d'évolution plutôt que ses démons de repli.» Puissent ces femmes être écoutées, à défaut de s'entendre.

WILLIAM IRIGOYEN

1. Zahra Ali, *Féminismes islamiques*, La Fabrique, 2012.
2. Fawzia Zouari, *Pour un féminisme méditerranéen*, L'Harmattan, 2012.

«En Syrie, notre rêve de révolution est devenu cauchemar»

Comédienne du monde arabe, la Syrienne Fadwa Suleiman a rejoint la contestation en prenant, fin 2011, la tête des manifestations pacifiques à Homs. Elle paye aujourd'hui le prix de l'exil. Sa nouvelle arme: l'écriture.

«C'était l'hiver dernier. Ce jour-là, personne n'osait sortir défiler car la révolution était violemment réprimée. Nous tournions en rond chez nous à Damas, j'ai proposé à mes amies: puisque nous ne pouvons manifester, sortons dessiner sur la place publique!»

«Nous sommes descendues dans les rues avec nos pinceaux et de la peinture, nous nous sommes mises à dessiner par terre sur d'immenses espaces. Les passants nous regardaient plutôt amusés. Au bout d'un moment, des agents de la sécurité sont arrivés, ils étaient armés, ils nous ont ordonné de partir. Mais je me suis mise à leur répondre. Je voulais instaurer un dialogue, je voulais essayer de traverser cette barrière entre eux et nous, pour atteindre une partie plus vraie, plus intime.»

«Je leur ai proposé de peindre avec nous. Deux d'entre eux se sont prêtés au jeu. Mais leur chef est intervenu brutalement. Je ne me suis pas laissée démonter, j'ai réussi à le convaincre de prendre lui aussi le pinceau, il a alors fait un dessin magnifique, très fin. Nous étions ébahies. Il m'a expliqué que, depuis l'enfance, il était très doué pour les arts, qu'il regrettait de n'avoir pas pu continuer, et qu'il ne faisait son travail (d'agent de sécurité, chargé entre autres de la répression) que pour gagner sa vie. Ainsi, le meneur de cette bande armée qui terrorisait la population était là devant moi, doux, fragile, sensible.»

Fadwa Suleiman a la beauté d'une héroïne de tragédie grecque. Le regard grave inscrit sur un visage pâle d'une grande douceur. Des cheveux noirs et courts en bataille, à la garçonne: elle s'est défatée de sa longue chevelure de jais fin 2011, lorsqu'elle est entrée dans la clandestinité à Homs.

La comédienne syrienne était déjà célèbre dans le monde arabe pour ses séries télévisées et pièces de théâtre. Aujourd'hui, elle est connue aussi en Occident comme «l'actrice alaouite — branche dérivée de l'islam chiite à laquelle appartient le clan Assad — qui a osé tenir tête au régime de Bachar.»

Une étiquette dont se défend farouchement la jeune femme: «Je suis Syrienne, résistante, comme tous ceux qui ont bravé la peur en descendant dans les rues manifester pour la paix», assène-t-elle à qui l'interroge à Genève, où elle a été invitée comme membre du jury de l'édition 2013 du Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains.

MAJORITÉ SILENCIEUSE

«Je m'étonne qu'on pense que je suis seule dans mon cas. Il y a plein de manifestants issus des minorités qui demandent des changements, seulement ils n'écrivent pas sur leur front 'je suis alaouite ou kurde ou chrétien ou druze...' Ils s'affichent comme Syriens, résistants et contre les violences!»

Encore et toujours, elle rappelle que le peuple ne veut pas la guerre. Mais cette majorité silencieuse, ces millions de Syriens qui ne sont ni avec le régime ni avec l'opposition armée, n'est pas visible. Déjà bien avant le début des soulèvements, ils travaillaient au changement au sein de cellules déstructurées. Journalistes, artistes, blogueurs, intellectuels, ils continuent d'ouvrir, de manière souterraine.

«Nous voulons une vraie révolution pacifique, nous voulons démanteler le régime et ses services secrets, stopper les haines confessionnelles alimentées par ce même régime,



«J'AVAIS DÉCIDÉ DE NE JAMAIS QUITTER HOMS, MAIS L'ÉTAU S'EST RESSERRÉ ET LE LANGAGE DES ARMES A PRIS LE DESSUS.»

© ALBERTO CAMPI / GENÈVE, 1ER MARS 2013

construire de nouvelles institutions et de nouvelles lois qui nous permettent de penser et de nous exprimer librement.»

«LÀ-BAS, EN SYRIE, DES ACTES HÉROÏQUES S'ÉCRIVENT»

Face aux atrocités de la répression, Fadwa, comme bien d'autres, a décidé de ne pas se taire et de participer aux protestations, sans se cacher. Elle a aussi multiplié les vidéos en ligne, appelé ses compatriotes à se soulever pacifiquement et à ne pas tomber dans le piège du confessionnalisme.

Ses armes, l'actrice les a choisies dès les premières heures de la révolution: la force tranquille de l'art, dans son sens le plus profond et le plus mystique. Cet art capable de transformer un ogre en agneau, une tyrannie en démocratie, des flèches empoisonnées et mortelles en fleurs enchanteresses et parfumées. Dans les moments les plus terrifiants, lorsqu'elle menait les manifestations, cette conviction l'habitait et lui permettait de défier la peur. Sur ce point, elle n'a pas changé, même si ses certitudes sont quelque peu ébranlées par la réalité de l'exil auquel elle a été contrainte depuis un an.

C'est dans la grisaille de Paris qu'elle écrit *Le Passage*, une ode lyrique, étrange, fébrile, dans laquelle dialoguent une jeune fille et une voix. La première incarne la quête pour une révolution pacifique, tandis que la seconde la presse de prendre les armes, ou alors de se laisser séduire par les «petits avantages» de l'exil.

«Nous voulons une vraie révolution pacifique, nous voulons démanteler le régime et ses services secrets, stopper les haines confessionnelles alimentées par ce même régime,

— La jeune fille: Là-bas, il y a le théâtre, la vie. Là-bas, des actes héroïques s'écrivent. Là-bas, il y a la langue et les mots. Là-bas, la vérité est entière. Qui dit que la sécurité existe quelque part dans le monde? La mort est partout... La mort est plus proche de nous que notre respiration. Je pleure un mort encore en vie. Bienheureux le mort-vivant. Bienheureux le vivant-vivant. Là-bas, les gens meurent pour revivre.

— Là-bas, les gens meurent, tout simplement. Fait pas que tu meures!
— Faut pas qu'ils meurent!
— Tu voudrais coucher trois jours sur un trottoir?
— Oui, mais un trottoir à mémoire.
— Tous les trottoirs possèdent une mémoire.
— Mais la mémoire de mon trottoir me ressemble.

Présentée dans plusieurs espaces culturels (Paris, Limoges, Avignon, Marseille), la pièce raconte son combat partagé avec nombre de Syriens qui l'ont soutenue et suivie. Elle dit aussi l'inquiétude, la peur, le doute et l'espoir, et elle interroge sur le sens de la vie et de la mort.

«LE RÉGIME A VOULU ME DÉSINTÉGRER»

«Vous savez, je suis sortie de l'ombre malgré moi, j'en ai été la première surprise», raconte-t-elle en se roulant une cigarette sur les quais de la rade de Genève. «C'était à Homs, j'ai eu un tel choc en découvrant les destructions là-bas et l'état de misère des habitants. Là j'ai compris que la Syrie était en train de sombrer, que quelque chose ne serait plus jamais comme avant. Et j'ai senti cet appel intérieur monter en moi, j'étais guidée par une puis-

sance incroyable, qui me dépassait, je n'avais plus peur. Et tout d'un coup, j'étais devenue une figure médiatique, un emblème.»

«Alors très vite, le régime a compris que je représentais un réel danger pour lui. Il a voulu me désintégrer, m'anéantir.» Traquée par les services de sécurité, elle entre dans la clandestinité. «Mais comme je m'opposais à toute violence armée, y compris celle de l'opposition, je suis devenue dérangeante pour toutes les fractions armées, dont les salafistes et les frères musulmans.»

Commence alors une cabale contre elle. Traitée tour à tour d'agent israélien, de fille de mauvaises mœurs, de complice du régime, de collaboratrice des hommes de Hariri (*ndlr*: Rafiq Hariri, politicien libanais, trouve la mort en février 2005 dans un attentat-suicide au cœur de Beyrouth. Les soupçons se sont portés sur les services secrets syriens). En danger de mort — sa tête est mise à prix — elle sort du pays à travers une filière secrète et trouve refuge à Paris. «J'avais décidé de ne jamais quitter Homs, mais l'étau s'est resserré et le langage des armes a pris le dessus, confie-t-elle. Surtout, j'étais devenue un danger pour ceux qui me protégeaient.»

À présent, dans le froid, loin de ses proches, elle constate avec tristesse: «Au lieu de participer à mon histoire sur place, je le fais sur papier, par procuration. Mon rêve, notre rêve, est devenu cauchemar. Tout ce que je craignais pour la Syrie est en train d'avoir lieu. On se trouve acculé à une intervention militaire. Ce n'est pas le choix du peuple.»

CAROLE VANN
INFO5UD